

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 2, Partie II, Titre B

Déposée par: M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira

Qualité : - Membres et Suppléants

1. Sur la base des principes et objectifs énumérés à l'article 1 du présent Titre, le Conseil européen identifie les intérêts et objectifs stratégiques de l'Union.

Les décisions du Conseil européen sur des intérêts et objectifs stratégiques de l'Union peuvent porter sur la politique étrangère ainsi que sur d'autres domaines relevant de l'action extérieure de l'Union. Elles peuvent concerner les relations de l'Union avec un pays ou une région, ou avoir une approche thématique. Elles définissent leur durée et les moyens que devront fournir l'Union et les États membres.

Le Conseil européen statue à l'unanimité sur proposition du Conseil. La proposition du Conseil est arrêtée ~~par celui-ci à la majorité qualifiée~~ **à l'unanimité** sur la base de recommandations **de la Présidence** et du Ministre des Affaires étrangères, pour les questions de politique étrangère et de sécurité commune, de la Commission pour les autres domaines de l'action extérieure, **ou bien ces deux derniers** conjointement. Les décisions du Conseil européen sont mises en œuvre par le Conseil selon les procédures prévues dans la Constitution.

2. (...)

3. **La Présidence, le Ministre des Affaires étrangères et la Commission consultent le Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune et veille à ce que les vues du Parlement européen soient dûment prises en considération. Le Parlement européen est tenu régulièrement informé par le Ministre des Affaires étrangères de l'évolution de la politique de la sécurité et de défense.**

4. **Le Parlement européen peut adresser des questions ou formuler des recommandations à l'intention du Conseil et du Ministre des Affaires étrangères. Il procède chaque année à un débat sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune, y compris la politique de la sécurité et de défense.**
-

Explication:

n. 1 - Une fois que la PESC doit rester de caractère essentiellement intergouvernementale, les décisions au Conseil devront se maintenir à l'unanimité, sauf les dérogations accordées dans la Constitution (article 9, n. 2 et n. 3). Tenu compte des compétences de la Présidence, il faut la mentionner dans cet article.

ns. 3 et 4 – Il nous semble que l'intervention du Parlement européen (article 13) doit être prévue dans la partie introductive de « L'action extérieure de l'Union » au lieu d'être insérée dans le Chapitre I (« La politique étrangère et de sécurité commune »), puisque l'article 13 se rapporte aussi à la Politique de sécurité et de défense commune.